|  |  |
| --- | --- |
| Références de l’ouvrage  | ***Ralentir ou périr*** *– L’économie de la décroissance.* Timothée Parrique, Ed. du Seuil, 2022. |
| Auteur de la note de lecture  | Jean-Marie Pierlot |
| Date de la première diffusion  | 09-01-23 |
| Version (date) | 09-01-23 |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Groupe de lecture GPC*** *De nouvelles visions du futur –*

Note de lecture |

*Timothée Parrique est chercheur en économie écologique à l’Université de Lund en Suède. Son doctorat en économie à l’Université Clermont Auvergne lui a permis d’explorer un corpus considérable de publications consacrées à la décroissance, tant en langue anglaise que française. Du coup, les notes bibliographiques à la fin de son livre sont un précieux guide pour découvrir nombre d’économistes et de chercheurs qui ont réfléchi à cette question. Mais surtout, son approche institutionnelle de l’économie nous invite à changer de regard par rapport aux nombreux mythes entourant la croissance économique. Ce qui fait de ce livre, écrit dans le contexte du désordre climatique, un instrument de réflexion incontournable sur l’avenir de l’économie dans notre monde menacé.*

# Thomas Parrique consacre la première partie de son livre à déconstruire l’image déformée de la réalité que reflète l’économie dominante, centrée sur un indicateur unique : le Produit Intérieur Brut.

D’emblée, il interroge la notion courante d’économie, telle qu’elle est enseignée dans les salles de cours de la plupart des universités et hautes écoles. L’économie comme on l’imagine la plupart du temps inclut dans la comptabilité nationale les activités marchandes et en exclut toutes les autres : par exemple les échanges réciproques non monétarisés, l’entraide, le bénévolat, les dons entre individus ou collectivités, etc. Mais limiter l’économie au marché n’est que le parti-pris d’une convention méthodologique. « Ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui est compté ne compte pas forcément », écrit-il, suggérant que tous les économistes connaissent cette phrase par cœur.

On peut dès lors voir l’économie autrement, comme une organisation sociale de la satisfaction des besoins : « L’économie est avant tout une forme d’entraide, c’est faire ensemble ce que nous n’aurions pu accomplir seuls ». L’activité économique au sens large peut être divisée en cinq grandes familles : l’extraction (qui enlève à la nature une de ses ressources) ; la production (sa transformation en produit) ; l’allocation (je transfère le bien produit à un destinataire par un don, un prêt, une répartition - une instance collective l’attribue à quelqu’un, ou une vente) ; la consommation, individuelle ou collective, stade de la satisfaction du besoin ; et enfin l’élimination (le bien est qualifié de déchet).

Bien entendu, la notion de besoin doit à son tour être interrogée : de quoi avons-nous (vraiment) besoin pour améliorer la qualité de vie de tous ? Être en bonne santé, avoir un logement décent, travailler/se reposer, pouvoir pleinement participer à la vie sociale. La plupart des économistes défendent l’idée que les besoins sont illimités. Pourtant, l’économie doit pouvoir satisfaire les besoins d’aujourd’hui, mais si elle ne peut prévoir la satisfaction de ceux de demain, elle risque de s’effondrer en devenant insoutenable. Le spectre de l’épuisement des ressources naturelles est à l’horizon.

L’instrument de mesure de l’activité économique favori des économistes, c’est le PIB. Conçu dans les années ’30 à la suite de la Grande Dépression, il procède de l’addition de toutes les valeurs ajoutées des productions considérées comme économiques. Il ne peut donc additionner que des valeurs mesurables, en termes de valeurs ajoutées, de dépenses ou de revenus. Il ne mesure pas l’économie au sens anthropologique précisé plus haut, mais il est une représentation simplifiée et quantifiable de celle-ci. Ainsi, il estime les valeurs d’échange des produits par leur prix, excluant toutes les choses qui n’en ont pas. Aux yeux du PIB, tout ce qui ne donne pas lieu à une transaction monétaire n’a pas de valeur.

Cette limitation encourt de nombreux reproches : notamment, le fait que le PIB ne distingue pas le désirable et le néfaste – il n’est pas un indicateur de bien-être. Il fait abstraction de la nature, et ne permet pas de mesurer son activité (par ex. la pollinisation par les abeilles ou la croissance des arbres). La destruction de la nature – de notre capital naturel – n’est pas non plus comptabilisée[[1]](#footnote-1).

Bref, le PIB mesure un flux de production de richesses mais ne permet pas de savoir comment l’économie augmente ou diminue le bien-être de la société. Dans une économie où seul compte le marché, la croissance dépend de trois éléments : des consommateurs disposés à acheter toujours plus, des entreprises disposées à vendre toujours plus et un gouvernement qui soutient l’ensemble de ce processus. L’économie de la croissance devient alors « une tyrannie de la valeur monétaire », où le principe de rentabilité s’institutionnalise et devient sens commun. Or, remarque l’auteur, l’idéologie de la croissance exponentielle et perpétuelle est une anomalie sociohistorique : la croissance est l’exception, non la règle.

Et celle-ci ne peut se découpler de l’écologie, ni du social. La croissance nécessite en effet une augmentation des dépenses énergétiques, ces ressources étant limitées. Par ailleurs, elle engendre des « effets rebonds » : dès qu’une amélioration technique permet une utilisation plus efficace d’une ressource, son utilisation a tendance à s’intensifier – exemple : une voiture plus sobre en carburant est de ce fait utilisée deux fois plus. Ou encore la 5G, qui augmente le trafic des données numériques et oblige à l’achat de nouveaux téléphones équipés pour la recevoir. La numérisation des services augmente, elle aussi, la pression écologique. Enfin, le recyclage des déchets est une illusion quand on connaît notamment le destin des déchets plastiques, dont une grande partie sont enfouis en décharge ou jetés directement en pleine nature – les océans en sont envahis.

Dans le domaine social, l’augmentation de la productivité du travail détériore les relations hors-travail (on n’a plus le temps de s’occuper de ses enfants) et pousse à la marchandisation de l’ensemble de nos besoins. « Le risque de la marchandisation est que les réflexes de partage et de réciprocité basés sur la confiance et la sympathie soient remplacés par la logique froide, impersonnelle, et calculatrice de l’échange marchand. » L’exemple pris dans ce domaine est celui de la progression d’Airbnb au détriment du CouchSurfing, basé sur un échange d’hospitalité non monétaire. Dans la logique des réflexions entamées par Marcel Mauss sur le don, l’auteur remarque que « payer devient un substitut à d’autres relations sociales, comme remercier et devoir rendre. »

Les promesses de la croissance d’éradiquer la pauvreté, de réduire les inégalités, de diminuer le chômage, de financer les budgets publics ou d’améliorer notre qualité de vie ne sont pas tenues.

* Pauvreté ? Nous possédons assez de richesses pour que tout le monde vive décemment – mais ces revenus sont mal distribués. Pour éradiquer la pauvreté dans un monde sans croissance, il faudrait démarchandiser une partie de l’économie et garantir un accès gratuit aux services de base (logement, nourriture, transports locaux, culture, eau et électricité – de nombreuses associations militent pour que ces services élémentaires soient gratuits).
* Inégalités ? L’hypothèse du ruissellement (la croissance des hauts revenus finira par « ruisseler » vers le bas) est « une fable sans aucun soubassement théorique ni empirique » - lire Thomas Piketty à ce sujet. Pour réduire les inégalités, il faut simplement partager les richesses en diminuant la part des rentes et en augmentant la part des salaires.
* Emploi ? Au moment de la crise pandémique, l’utilité sociale de certains emplois, liés à la santé notamment, a sauté aux yeux – par rapport aux démarcheurs téléphoniques, aux spécialistes en référencement publicitaire, aux traders, etc. L’utilité du travail n’est cependant pas proportionnelle au salaire. Et beaucoup d’activités utiles ne sont pas aujourd’hui reconnues comme du travail méritant rémunération. Et l’objectif d’une économie axée sur le bien-être est d’économiser les ressources disponibles, à commencer par le labeur du travail, qui devra être mieux partagé.
* Budget public ? L’Etat finance ses activités par l’impôt et redistribue ses services plus ou moins gratuitement. Mais l’augmentation des revenus des dividendes des actionnaires dus à la croissance n’augmente pas les cotisations des retraites. C’est à nouveau davantage une question de partage de la valeur ajoutée qu’un problème de production. L’argument vaut aussi pour les autres dépenses publiques.
* Qualité de vie ? De nombreux économistes l’ont montré : à partir d’un certain seuil de richesse monétaire, ce n’est plus la production de marchandises qui est importante pour déterminer le bien-être et le bonheur. Ce qui compte le plus, selon les études de sciences sociales réalisées sur ce sujet, ce sont les relations humaines (amour, famille, amitié). Au lieu de se demander comment augmenter le PIB, il est plus important de se poser la question : De quoi avons-nous vraiment besoin ? Comment voulons-nous vivre ? Et que trouvons-nous utile de produire ?

On le voit, les barrières à ces questions de société ne sont pas économiques, elles sont bien politiques, morales et culturelles.

# La seconde partie du livre est consacrée au chemin nécessaire pour atteindre une économie de la prospérité post-croissance.

Il la définit comme « une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance. ».

Au préalable, il retrace une petite histoire de la décroissance, où on retrouve les noms de Nicolas Georgescu-Roegen, des époux Meadows, de Bernard Charbonneau, Ernest Schumacher, André Gorz, Ivan Illich, Jacques Ellul et bien d’autres. Serge Latouche tient dans ce panorama de la décroissance une place de choix, puisqu’il relie la décroissance à la « décolonisation de l’imaginaire de la croissance ».

Aujourd’hui, la décroissance est devenue un domaine d’étude important. Une conférence internationale à Paris apporte en 2008 la première définition officielle du terme de décroissance : « une transition volontaire vers une économie juste, participative et écologiquement durable ». De son côté, le GIEC fait de plus en plus appel à la notion de décroissance, comme nouveau paradigme de développement : « La décroissance va au-delà de la critique de la croissance économique ; elle explore l’intersection entre la soutenabilité environnementale, la justice sociale et le bien-être. » (6e Rapport 2022). Les plus frileux à explorer ce domaine sont les politiques, tant en France qu’à l’étranger. La société civile fait davantage avancer l’idée de la décroissance.

**Comment à présent mettre en pratique l’économie de la décroissance ?** Cela va de soi, la production et la consommation devront diminuer. Les activités néfastes ou inutiles devraient disparaître, de même que de nombreux services financiers spéculatifs ou investissant dans les énergies fossiles et la majorité des activités publicitaires. T. Parrique distingue la frugalité (une forme de renoncement) de la sobriété (une forme de modération), qui entraineraient un ralentissement de l’économie. Mais le déclin du PIB ne signifie pas que l’économie est en récession : la valeur ajoutée sociale et écologique serait augmentée, par exemple grâce à plus de temps libre et à l’amélioration de services écosystémiques. En fait, l’effort de décroissance devrait être aussi soutenu que celui consacré actuellement à la croissance ; mais son objectif serait radicalement différent : alléger l’empreinte écologique de manière démocratique, dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être. Suivent toute une série de mesures concrètes (résumées ci-dessous en annexe), dont l’objectif serait d’assurer la transition vers une économie de la post-croissance. La question de la prospérité est étroitement liée à celle de savoir ce que nous pouvons « vraiment nous permettre de produire pour préserver l’habitabilité de notre planète ».

Les hommes et les femmes ne sont probablement pas encore prêts à faire cette balance aujourd’hui. Mais il est important de mettre sur la table ce débat intellectuel pour préparer les esprits à des décisions démocratiques pour transformer en profondeur le fonctionnement de l’économie compte tenu de l’amplification du dérèglement climatique, qui ne pourra manquer de survenir dans les prochaines décennies et même les prochaines années. Certains auteurs comme **Thomas Piketty, Tim Jackson** (son livre « Prospérité sans croissance » a été traduit de l’anglais en 2010), **Jean Gadrey ou Eloi Laurent** ouvrent les portes d’une société où le PIB aura été remplacé par une vision holistique de la prospérité. Plus philosophiquement, **Hartmut Rosa** laisse entrevoir une société où ce que nous voulons, ce ne sont pas des produits et des billets de banque, mais entrer en « résonance » avec le monde qui nous entoure.

Dans son dernier chapitre, le livre de Timothée Parrique évoque 12 critiques de la décroissance et tente d’y répondre avec les outils mis en place dans les chapitres précédents.

Et il conclut sa réflexion par le mot d’ordre « déserter le capitalisme ». « Nous détruisons le vivant et le vivre-ensemble », écrit-il, « pour produire des pubs, des SUV et des repas livrés à vélo par des travailleurs précaires, et nous osons appeler cela ‘s’enrichir’. » Déserter, ce n’est pas « abandonner la société dans son ensemble, mais seulement un capitalisme vide de sens et à bout de souffle. »

# Annexe : mesures concrètes pour la transition ; réponse aux critiques de la décroissance.

Dans la seconde partie de son livre, T. Parrique prend soin de détailler comment se déroulerait la post-croissance. Comme indiqué plus haut, il en propose la définition suivante : *« une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance. »*

Cet objectif pourrait être atteint en passant par une phase de transition, où l’économie serait mise en décroissance. Qu’implique cette phase de transition ?

1. **Une réduction de la production et de la consommation**

Le segment monétaire de la production rétrécirait après l’abandon d’une partie des activités qui la composent, en particulier celles qui sont néfastes (les armes de destruction massive, chimiques et biologiques, par exemple) ou inutiles (la publicité incitant à consommer davantage devrait progressivement disparaître). Beaucoup de services financiers, en particulier ceux liés à la spéculation sur la valeur de l’argent, ou le trading à haute fréquence, seraient démantelés.

Ces mesures entraineraient mécaniquement une baisse du PIB – ce qui ne signifie pas que l’économie serait en récession : la baisse de certaines activités serait en partie compensée par la hausse d’autres productions. Il en est ainsi s’il y a moins de traders ou de courtiers, mais davantage de personnel dans les secteurs de la santé ou de l’agriculture.

La réduction du temps de travail serait compensée par une meilleure répartition de l’emploi, ainsi que par des activités non rémunérées mais utiles à la société.

Le grand défi serait de mener une politique de décroissance (à l’instar de l’actuelle politique de croissance), mais avec pour objectif d’alléger l’empreinte écologique de manière démocratique, dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être.

1. **Un allègement de l’empreinte écologique**

Le principe de base consisterait à réguler la vitesse économique de consommation-rejet, de telle manière qu’elle ne dépasse jamais la vitesse écologique de régénération ou d’assimilation. Ce qui signifie que l’exploitation d’une ressource de la nature doit pouvoir être compensée par un renouvellement de cette ressource. Si, par exemple, on pêche trop de poissons, ils auront tendance à disparaître. Il faudra donc veiller à éviter la surpêche pour permettre aux espèces de poissons de se reconstituer. Le même raisonnement s’applique aux énergies primaires, aux émissions de CO², à l’élevage de bovins, etc.

Les mesures disponibles sont *l’interdiction* (par exemple des vols en avion de courte distance, lorsqu’ils peuvent être remplacés par des trajets en train), *le rationnement* (par exemple des énergies fossiles) ou *la fiscalité* (par exemple pour dissuader l’usage des véhicules les plus polluants). Le défi est d’organiser une décroissance coordonnée où moins consommer incite à moins produire, et vice-versa.

1. **Une planification démocratique**

Un certain nombre d’entreprises bloquent aujourd’hui activement toute tentative de sobriété, par exemple les industries pétrolières. Entre 2010 et 2019, mentionne l’auteur, les cinq plus grandes entreprises fossiles ont dépensé 251 millions d’euros en lobbying contre les régulations climatiques en Europe. Il en est de même des grandes banques, qui continuent à financer massivement l’exploitation des énergies fossiles.

Une solution consisterait à prendre le contrôle de ces entreprises en les nationalisant : l’énergie, le transport, les banques, l’industrie pharmaceutique, les entreprises de télécommunication, etc. Et leur transformation passerait par une fermeture, un démantèlement et une reconversion. Bien sûr, cette phase est un risque pour la productivité et la compétitivité de ces entreprises, comme on l’entend régulièrement dans les médias orientés vers la croissance. Mais l’urgence à laquelle nous faisons face est écologique et sociale avant d’être économique.

Une autre stratégie disponible est celle de la démocratisation de la gestion des entreprises, en les transformant en coopératives, permettant aux coopérateurs d’orienter leurs activités pour préserver l’habitabilité de notre planète – alors qu’actuellement, le moteur des entreprises est la rémunération des actionnaires, ce qui empêche souvent les choix les meilleurs pour la planète.

1. **Dans un esprit de justice sociale**

La décroissance ne doit pas seulement être orientée écologiquement, elle doit aussi être juste. Cela signifie que les consommateurs qui ont l’empreinte la plus lourde doivent davantage contribuer à la déconsommation, les entreprises les plus polluantes doivent renoncer à une part de leurs profits, et les pays les plus écologiquement destructeurs doivent faire le plus d’efforts pour réduire leur PIB. Et à l’inverse, les plus vulnérables : faibles revenus, petites entreprises et associations en difficulté, pays du Sud – devront être les bénéficiaires de ce changement d’organisation économique. C’est ainsi que la décroissance des pays riches est une condition sine qua non pour la prospérité des pays appauvris. Et à l’intérieur d’un pays riche comme la France, l’auteur cite un rapport de France Stratégie, qui énonce que les 50% des ménages les plus modestes devraient réduire leur empreinte carbone de 4% d’ici 2030, contre 81% pour les 10% des ménages les plus riches.

1. **… et dans le souci du bien-être**

Une politique de la décroissance heureuse consisterait à étendre l’accès aux services publics de qualité, par exemple via la gratuité : santé, éducation, transports en commun, gestion de l’eau, accès à internet et à la téléphonie, etc. Rappelons que ce qui compte vraiment pour le bien-être n’est pas le pouvoir d’achat mais le pouvoir de vivre. Ce qui implique que la publicité pour les produits les plus polluants portent la mention « En avez-vous vraiment besoin ? La surconsommation nuit à la planète. », comme le proposait la Convention citoyenne pour le climat. Dans une société qui n’est plus focalisée sur la croissance à tout prix, beaucoup d’activités non lucratives mais importantes pour notre bien-être ont une très faible empreinte écologique : passer du temps entre amis, se promener dans la nature environnante, lire, faire de la musique ou participer à une chorale, à des débats politiques, etc.

Si l’ensemble de ces orientations devaient être prises de manière transitoire, elles conduiraient à une société post-croissance où la prospérité pour tous ne serait plus liée à toutes les injonctions actuelles pour produire et consommer toujours plus. C’est une révolution mentale qui peut paraître utopique pour ceux qui restent comme hypnotisés par le spectacle du pillage des ressources de la planète. Penser une société en harmonie avec la nature implique d’abandonner le phare éblouissant du PIB pour se tourner vers le bien-être pour tous dans une société apaisée.

Construire une prospérité sans croissance commence à émerger dans les esprits. Certains auteurs comme Thomas Piketty, Tim Jackson, Jean Gadrey, Dominique Meda, Éloi Laurent, Isabelle Cassiers et bien d’autres progressent pas à pas dans cette voie. L’urgence de la débâcle climatique accélérera sans doute la prise de conscience de la nécessité de changer radicalement d’orientation.

Pour ouvrir le débat, il importe aussi de rencontrer les objections vis-à-vis de la décroissance. C’est ce à quoi s’attache Timothée Parrique, en inventoriant douze critiques et les réponses qui peuvent leur être apportées (chapitre 8 du livre).

1. Repoussoir ?

Le mot « décroissance » fait-il peur aux gens ? Serait-ce parce que l’on matraque la population avec l’idée que la croissance est bonne pour l’emploi, le pouvoir d’achat et la sécurité sociale ? Vu les énoncés scientifiques concernant la dégradation du vivant liée à nos activités économiques, c’est plutôt le mot « croissance » qui devrait nous effrayer.

1. Douloureuse ?

Il y a tout un mode de vie à inventer, mais aujourd’hui les plus vulnérables souffrent des dégâts de la croissance. Ce seront surtout les plus riches qui auront le plus d’efforts à faire pour renoncer à la surconsommation. Pour eux, la décroissance est comme une cure de désintoxication, bien nécessaire pour réaliser l’équilibre du partage équitable des efforts et des bénéfices de la sobriété.

1. Inefficace ?

Le confinement résultant de la pandémie de covid a montré que réduire l’activité économique faisait effectivement baisser l’empreinte écologique. Il faudra désormais choisir entre produire plus et polluer moins.

1. Appauvrissante ?

Pour être équitable, la décroissance doit être sélective et cibler ceux qui contribuent le plus au déséquilibre climatique. Aujourd’hui, la politique de la croissance ne réduit pas la pauvreté. Il faudra donc partager les richesses pour les transformer en richesse sociale et écologique.

1. Égoïste ?

Le raisonnement « s’il y a de la décroissance dans les pays riches, il y en aura dans les pays pauvres » ne tient pas, car aujourd’hui le commerce international se fait au détriment des pays pauvres et résulte du pillage de leurs ressources naturelles. La décroissance est une stratégie pour mettre en œuvre une désaccumulation par la réparation : décroissance dans les pays riches et restitution de la richesse financière aux pays du Sud en guise de compensation pour l’échange inégal et les nuisances écologiques.

1. Austéritaire ?

Les politiques d’austérité actuelles contraignent les dépenses publiques et baissent certains impôts pour relancer la croissance économique, mais elles imposent la sobriété collective pour permettre une minorité d’enrichissements individuels. La décroissance est le contraire : sobriété individuelle sélective permettant un partage de richesses sociales et écologiques.

1. Capitaliste ?

Si l’on veut sortir de la croissance, il faudra nécessairement sortir du capitalisme et réduire l’importance sociale des institutions qui le composent : salariat, marchandises et marchés, propriété privée des moyens de production et l’entreprise à but lucratif.

1. Anti-innovation ?

Dans une économie de la croissance, les innovations les plus rentables sont les plus encouragées. Mais la décroissance va changer le contenu de l’innovation, en l’orientant vers des solutions permettant prioritairement de résoudre des problèmes socio-environnementaux.

1. Anti-entreprise ?

L’objectif de la décroissance comme stratégie de réajustement productif est de faire décroître les entreprises à utilité sociale négative afin de libérer des ressources pour celles à utilité sociale positive.

1. Contre nature ?

Il n’y a pas de nature de l’être humain voulant toujours avoir plus. De nombreuses sociétés, à l’inverse de celle qui résulte de l’industrialisation au XIXe siècle, aspirent à l’équilibre plutôt qu’à la croissance.

1. Inacceptable ?

Certains pensent qu’appliquer la décroissance reviendrait à s’opposer à l’avis largement majoritaire de citoyens en général peu soucieux de voir leurs revenus diminuer. Et pourtant, de nombreux sondages d’opinion montrent qu’une majorité de citoyens veulent changer radicalement notre mode de vie. La décroissance sera applicable démocratiquement si elle s’avère un progrès pour la majorité de la population.

1. Totalitaire ?

Le mode de gestion actuel de l’économie n’est pas démocratique mais ploutocratique : la planification de l’économie par les riches. Chaque fois qu’une loi interdit des comportements dangereux (par exemple, la publicité pour l’alcool et le tabac), les lobbies industriels dépensent des millions pour dépeindre ces mesures de bon sens comme une dégringolade vers la dictature.

La décroissance nécessite la mobilisation courageuse de toute la force de la société. Cela ne se fera pas sans efforts, et la décroissance est un mot de combat, qui ouvre le débat sur un changement bien nécessaire pour repenser notre rapport au monde, à la nature, à la justice, au sens de la vie et au bien-être.

1. En utilisant un langage de comptabilité d’entreprise, on pourrait projeter l’image suivante. **Les dirigeants politiques et les économistes « orthodoxes »** se concentrent sur « le *compte d’exploitation* de la société » (niveau des échanges commerciaux et donc croissance du PIB, réduction des coûts et donc des budgets …) et en même temps **ont tendance à ne pas porter assez d’attention** au « *bilan de la société* », c’est-à-dire **à** **notre patrimoine naturel constitué de notre biosphère** (avec ses limites physiques) que nous dégradons sans compter (Cfr. notre empreinte écologique) **et de notre capital santé** (parfois sacrifié au profit d’intérêts industriels et financiers et… des emplois). [↑](#footnote-ref-1)